



Cas

“LES PETITS JARDINIERS DE MA VILLE”

au PÉROU

Chargée de l'étude : ROSA JANETH MELENDREZ., INFANT
Collaboration: CLARA ELENA GOMEZ, ENDA AL
Traduction et synthèse: MARIE DOMINIQUE DE SUREMAIN, ENDA AL

Juin 1999.

SOMMAIRE

INTRODUCTION: L'ORIGINE DU PROJET:

I. SITUATION DES ENFANTS ET ADOLESCENTS AU PEROU

Les enfants *dans* la rue

Les enfants *de* la rue

Le travail, stratégie de survie et de création de liens sociaux

II. CADRE INSTITUTIONNEL DU PROGRAMME

III. LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA MUNICIPALITÉ

IV LES ACTEURS EN PRESENCE

V. LES ACTIVITÉS DU PROGRAMME

Couverture

Mise en marche

Mécanismes de coordination et de suivi

Les garçons et les filles, les grands et les petits

Les nouveaux projets: les "modules" le centre Huampani

VI. RESULTATS ET DIFFICULTÉS

VII IMPACT EN TERMES DE TRANSFORMATION DE LA VIE DES ENFANTS

Changement d'activité des enfants et jeunes

Durée des enfants dans le programme

Formation reçue

Evolution de l'image sociale des enfants

Transformations de leur style de vie

Apprentissages et valeurs acquises

Identification des services reçus

Relations entre enfants de la rue et jeunes travailleurs

VIII. IMPACT EN TERMES DE DÉVELOPEMENT DURABLE ET CONCLUSIONS

Note bibliographique

INTRODUCTION. : ORIGINE DU PROJET

Le présent document a pour objectif de faire connaître la proposition de travail social qui soutient le programme “Petits Jardiniers de ma ville” et ses résultats.

Ce programme naît à l’initiative de la Municipalité de Lima au Pérou et de l’institut GENERATION, dans le but de mettre en œuvre un programme de protection, promotion et développement personnel et social d’enfants de la rue qui vivent dans le centre de Lima, dans le cadre d’actions de réaménagement du centre historique de la ville.

GENERATION pense alors que la reconstruction de repères pour les enfants de la rue, en particulier autour d’opportunités de travail, serait facilitée par le contact avec des jeunes travailleurs. Dans ce but sont ensuite invitées des organisations telles que le Mouvement National des Enfants et Jeunes Travailleurs du Pérou et deux institutions, MANTHOC et l’IFEJANT qui s’occupent d’enfants travailleurs.

Le Mouvement National, intéressé à faire connaître l’expérience en partenariat avec ENDA Tiers Monde, a chargé l’Institut de Formation d’Enfants et Adolescents Travailleurs de réaliser cette étude de cas, de manière à continuer à faire avancer les idées et encourager la multiplication d’expériences similaires qui contribuent à renforcer l’identité des enfants travailleurs.

Ce document sera divisé en plusieurs chapitres. Dans le premier on présentera des éléments conceptuels et de contexte. Dans les quatre suivants on abordera les aspects institutionnels, le montage, les participants et les activités . Dans trois derniers on évaluera les résultats, les difficultés rencontrées et les impacts du projet.

I. SITUATION DES ENFANTS ET ADOLESCENTS AU PÉROU.

Selon la définition de la Convention sur les Droits des Enfants des Nations Unies, est considéré “enfant” tout être humain de moins de 18 ans. Le nombre des “enfants” selon la dernière enquête sur les niveaux de vie (ENNIV-1994) est donc de près de 10 millions au Pérou actuellement.

Cette génération est composée de 11% d’enfants âgés de moins d’un an, de 29% entre 2 et 5 ans, 22% entre 6 et 10 ans et 38% entre 11 y 17 ans.

Les deux tiers des enfants vivent dans les zones urbaines, 59% vivent en conditions de pauvreté, ce qui représente près de 6 millions de personnes. Cette pauvreté est plus accentuée à la campagne qu’en ville, car elle affecte un enfant sur deux en zone urbaine et trois enfants sur quatre en zone rurale. Dans ces dernières, les indices de pauvreté absolue sont plus élevés qu’en ville.

L’existence d’enfants qui travaillent en situation de risque est un problème complexe et historique. Dans toutes les sociétés humaines les enfants ont participé d’une façon ou d’une autre aux processus de production, échanges et services nécessaires à la survie du groupe auquel ils appartiennent.

La situation des enfants qui travaillent dans des conditions nocives à leur santé et leur intégrité est un problème qui met des dizaines d’années à se résoudre et pas seulement dans les pays du Sud: au début du XXème siècle encore, en Occident des enfants travaillaient dans les mines ou dans divers ateliers à domicile pour des fabricants.

La sociologue Iris Duarte de l’OIT, considère que la permanence du travail des enfants est due à la forme particulière du capitalisme dans notre pays, qui maintient une bonne partie de la population adulte dans une situation temporaire ou permanente de chômage et sous-emploi, ce qui oblige les enfants à apporter leur quote-part à la reproduction matérielle de la famille.

Les enfants *dans la rue*:

On appelle “*enfants dans la rue*” ceux qui ont une vie de famille et doivent aller dans la rue pour contribuer à l’économie familiale. Ce sont donc des enfants travailleurs, incorporés au secteur formel ou informel. En général ils vont à l’école, mais y ont des difficultés à cause de leur mauvaise alimentation, leur manque de temps ou d’argent pour se procurer le matériel scolaire et leur fatigue accumulée. Beaucoup travaillent avec leur famille, souvent après l’école ou tôt le matin, au prix de long trajets et selon des horaires extrêmes, comme les enfants qui portent des sacs sur le marché de gros de La Parada. Ils font beaucoup de déplacements entre leur maison et leurs lieux de travail, ce qui les soumet à un stress similaire à celui des adultes.

Ces activités auxquelles ne sont pas soumis les enfants de leur âge et qui constitue une surcharge de responsabilité et ces horaires irréguliers en général affectent leur rythme biologique, leur croissance et leur comportement.

Les enfants travailleurs sont très solidaires avec leurs familles avec qui ils ont de forts liens affectifs. Leurs principales carences sont le manque de temps et d’espaces pour le jeu et la détente, ainsi que des besoins énergétiques supérieurs à ceux des enfants non travailleurs, en général non satisfaits en raison d’une sous-alimentation chronique.

Ces enfants travailleurs qui ont un foyer ont en commun avec les “*enfants de la rue*” une auto-perception d’êtres humains sans droits et sans besoin de protection. Mais ils se sentent eux-mêmes comme très différents de ceux qui ont rompu les liens avec leur famille et vivent de façon permanente dans la rue. Suivant en cela l’exemple des adultes, ils sont très critiques à leur égard. Malgré cela ils sont parfois confondus et menés à des Commissariats ou à des centres de Prévention comme l’Institut Hermelinda Carrera ou Maranga, quand la police fait des battues. Ces expériences traumatisantes peuvent déclencher la séparation de la famille et le contact avec la délinquance.

Leurs activités peuvent dépendre du secteur formel, dans le domaine de la production ou de la commercialisation, surtout dans le commerce ambulante. D’autres sont informelles allant jusqu’à la prostitution et la mendicité.

Les enfants *de la rue*:

Après le départ du foyer d’origine, les enfants tombent dans une pauvreté totale qui implique pour eux une malnutrition chronique et une qualité de vie extrêmement basse. Ce sont les conflits familiaux qui sont en général le détonateur du départ ou le manque d’opportunités de travail qui les pousse à la délinquance et qui entraîne un rejet familial ou social. Se présentent aussi des situations traumatisantes telles que le fait de subir une agression ou commettre une infraction qui font que l’enfant croit ne pas pouvoir rentrer chez lui.

Le travail, stratégie de survie et de création de liens sociaux:

Antonella Invernizzi considère que le travail non seulement contribue à la subsistance familiale, mais a pour l’enfant une fonction de socialisation et intégration. Il acquiert la capacité de pourvoir à ses propres besoins et gagne en autonomie, ce qui lui sera indispensable quand tôt ou tard sa famille viendra à manquer. En général le père, la mère ou un autre membre de la famille assure la socialisation de l’enfant par le travail, et celui-ci doit combiner ses activités éducatives avec la recherche de revenus.

La promulgation du Code des Enfants et Adolescents en Juin 1992 a lancé au Pérou une polémique autour du travail des enfants, entre partisans des thèses “abolitionnistes” et des “promoteurs” du travail des enfants.

Les premiers se recrutent surtout chez les fonctionnaires nationaux et internationaux. Ils diffusent une thèse selon laquelle le travail est nocif pour le développement bio-psycho-social de l’enfant et l’adolescent. Bien assis derrière leurs bureaux, ils pensent hypocritement que la pauvreté peut s’interdire par décret et contribuent à la persécution des plus pauvres.

Les seconds qui se définissent comme des promoteurs d’une “valorisation critique du travail des enfants”, pensent que tout travail infantile ne doit pas obligatoirement être supprimé, surtout autoritairement, car il peut ne pas être nocif et même être légitime. Ils reconnaissent la nécessité d’éviter qu’un travail soit nuisible pour la santé et l’intégrité d’un enfant. Le travail ne serait donc pas un mal en soi ou une punition, mais un droit et une valeur humaine, s’il ne met pas en danger l’enfant. On peut donc situer le projet des Petits Jardiniers dans cette deuxième ligne. Un grand nombre de débats qui le traversent ont à voir avec les appréciations des uns et des autres sur le caractère et les conditions du travail proposé aux enfants, son rythme, ses similitudes et

différences avec un travail pour adultes et les nécessaires accompagnements qui doivent l'entourer pour préserver son caractère éducatif et socialisateur.

La plupart des institutions spécialisées cherchent à avoir une intervention de caractère intégral, articulant le volet socio-éducatif avec le volet productif. On peut citer "Action pour les enfants", le MANTHOC, ou le Programme Colibri. Les plans gouvernementaux prétendent également travailler sur la base d'une coordination interinstitutionnelle, en associant les Ministères du Travail, de l'Education, la santé, la Police Nationale, la OIT, l'UNICEF et autres institutions.

II. CADRE INSTITUTIONNEL DU PROGRAMME

La Municipalité de Lima avait introduit dans son plan de développement et ses objectifs pour 1998, l'amélioration de la qualité de vie des habitants de la rue, par un programme de réhabilitation et réinsertion qui contribuerait à rendre la ville plus sûre, permettant à la population qui fréquente le centre de ne plus craindre d'être attaquée dans la vie quotidienne par des délinquants.

L'idée est née au sein du Département Commercial, qui souhaitait promouvoir le tourisme et revitaliser le centre-ville. Ce Département proposa donc un programme social en faveur des enfants qui proliféraient dans la vieille ville coloniale au détriment des touristes. La Place Grau, le parc Universitaire, la Place San Martin en effet étant devenus des lieux dangereux et menaçants, cela éloignait de plus en plus les touristes.

Une bonne partie des petits délinquants qui y opèrent depuis des années sont des enfants et jeunes de la rue. La situation s'est sensiblement aggravée à partir de la crise économique de 1992, dues aux "mesures de choc" suivies d'une augmentation brusque de tous les prix. Une forte croissance du chômage contribua ainsi à transformer cette population en infracteurs.

La Municipalité s'est vite convaincue qu'une telle entreprise rendait nécessaire l'intervention d'institutions spécialisées et en invita plusieurs à une concertation, entre autres: Hogar de Cristo, INABIF, CEDRO, GENERACIÓN. Ce dernier, l'Institut de recherche et promotion sociale Génération s'intéressa au projet et proposa d'orienter les activités vers la récupération des espaces où les enfants de la rue se meuvent, c'est-à-dire les jardins et parcs de la ville de Lima. Il s'agissait alors de faire en sorte que les enfants construisent une nouvelle relation avec leur cadre de vie, qui est aussi un espace public dont ils se sont appropriés. Au lieu de percevoir les espaces verts comme le lieu où ils dorment, se cachent et se réunissent pour organiser les vols et attaques aux passants, ils apprendraient à en prendre soin, à les protéger, les embellir, pour eux mêmes et pour les autres. Le programme aurait ainsi une valeur thérapeutique à la fois pour eux et pour la ville.

Forts de cette idée, la Municipalité et Génération pensèrent qu'il serait également utile de les mettre en relation avec d'autres enfants pour qui le travail a toujours été une référence fondamentale et qui s'étaient organisés pour le défendre. Ainsi les enfants travailleurs organisés pourraient transmettre leur expérience associative et les encourager à faire de même.

L'invitation se s'étendit alors à des institutions spécialisées dans l'appui aux enfants travailleurs. Y répondirent le Mouvement National des Enfants et Adolescents Travailleurs Organisés du Pérou dont le sigle est en espagnol le MNNATSOP, le MANTHOC (Mouvement des Adolescents et Enfants Travailleurs Fils d'Ouvriers Chrétiens) et l'IFEJANT (Institut de Formation de Jeunes, Adolescents y Enfants Travailleurs d'Amérique Latine et des Caraïbe). Ces institutions

formèrent alors avec l'institut Génération, le Consortium "Enfants et Jeunes Travailleurs pour la Solidarité et le Protagonisme".

III. LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA MUNICIPALITÉ

Le Consortium et la Municipalité de Lima signent en Mars 1998 une Convention de 2 ans pour la formation, l'appui au travail et la protection des enfants et jeunes qui participeront dans le programme. Les bénéficiaires en seront des enfants et jeunes *de et dans* la rue, en situation de haut risque. Les objectifs du programme sont les suivants:

- ∑ Promouvoir l'insertion des jeunes qui vivent ou travaillent dans la rue à des activités de formation pour le travail, de façon à ce qu'ils acquièrent et mettent en pratique de nouvelles facultés qui leur permettront d'accéder à de meilleures opportunités de développement humain.
- ∑ Faciliter l'insertion dans le système éducatif d'adolescents travailleurs qui vivent ou travaillent dans la rue, en fonction de l'article 19 du Code des Enfants et Jeunes, avec l'appui de toutes les institutions impliquées.
- ∑ Promouvoir pour ces jeunes l'accès à des services de santé, avec l'appui du Consortium et de la Municipalité.
- ∑ Promouvoir pour les jeunes qui participent au projet et pour ceux qui le désirent l'accès à l'alimentation et un logement de base.
- ∑ Promouvoir pour ces jeunes l'identification et la mise en pratique d'un projet de vie qui ait pour base une formation au travail compatible avec leur stabilité émotionnelle et affective, avec l'appui d'éducateurs.

Les institutions participantes s'engagent à travailler de façon coordonnée. La Municipalité est représentée par le Département des Affaires Sociales et celui de Commercialisation et de Défense des Consommateurs. Elle doit monter le programme de formation au travail et rémunérer les jeunes. Ceux-ci seront pré-sélectionnés par le Consortium parmi ceux qui présentent un "bon pronostic" de réinsertion mais la Municipalité se réserve un droit d'admission définitive. Entre toutes existe aussi l'engagement de se concerter pour offrir aux jeunes des services éducatifs, santé, sécurité sociale et l'obtention de papiers d'identité pour ceux qui en ont besoin. Le Consortium doit fournir et former des éducateurs pour assurer le suivi des jeunes. Les éducateurs se chargeront d'organiser des sessions de formation personnelle et d'élaboration de "projets de vie". Ils aideront également à résoudre les difficultés ou conflits qui pourraient survenir et devront aider ceux qui en ont besoin à accéder à un foyer.

Les enfants et jeunes participeront dans le programme à égalité, qu'ils soient travailleurs ou de la rue.

*LETTRE D'UNE JEUNE FILLE TRAVAILLEUSE LUE À LA SIGNATURE DE LA
CONVENTION "LES PETITS JARDINIERS".*

Chers enfants et jeunes travailleurs, Monsieur le Maire de Lima Alberto Andrade Carmona, Messieurs les représentants du gouvernement local, travailleurs des Jardins de la Municipalité et chers assistants

Mes premiers mots veulent exprimer ma profonde joie de voir nos amis et amies, qui, grâce à la Convention que notre Mouvement va signer avec la Municipalité de Lima, pourront améliorer de façon substantielle leurs conditions de travail.

Ce fait montre qu'il est possible d'accéder à un type de travail compatible avec notre droit au travail et notre besoin d'étudier, qui nous permette de participer aux activités de quartier et aux tâches de nos organisations. Tous ceux qui sont maintenant bénéficiaires de ce projet, appartenons à des organisations qui luttent pour la dignité de notre condition de travailleurs et de citoyens.

Nous travaillons parce que nous ne voulons pas recevoir la charité ou la bienfaisance publique.

Nous nous affirmons comme citoyens, qui ont des droits qui proviennent de ce que nous sommes des producteurs de vie et de force pour combattre la simple survie, des constructeurs d'espérance pour nos familles et notre pays.

En tant que Mouvement, nous acceptons de signer cette convention, car nous sentons que la Municipalité croit en nous, nous reconnaît comme travailleurs, valorise nos efforts pour ne pas céder devant la pauvreté et la marginalisation dont nous sommes l'objet. Et cela contraste avec les organisations nationales et internationales qui disent qu'elles nous protègent mais finalement ne nous respectent pas, ne croient pas ce que nous disons, ne nous valorisent pas et même nous traitent de parias.

Nous voulons saluer les institutions comme l'IFEJANT, l'Institut GENERATION et l'association MANTHOC ainsi que les organisations de travailleurs de la Municipalité qui ont accepté d'être nos instructeurs en partageant avec nous ce que leur expérience leur a enseigné et leur dire que nous serons des camarades de travail. Voilà un bon exemple pour les confédérations syndicales qui ont rejoint le chœur de ceux qui réalisent ces jours-ci une Marche Globale contre nous.

A mes camarades, garçons et filles, je veux leur dire que nous assumons un engagement sérieux et réel, non seulement les organisations qui signent mais chacun d'entre vous aussi, car chacun est responsable de ce que la convention puisse bénéficier à davantage d'enfants et jeunes travailleurs de la Capitale. Je suis sûre que nous ne décevrons pas. Et que d'autres Communes du Pérou suivront l'exemple de Lima Métropolitaine.

¡Oui au travail digne, Non à l'exploitation!

¡Oui au travail protégé, Non à l'exclusion et à la marginalisation!

¡Oui au travail reconnu, Non à l'exclusion, et à la marginalisation!

;Oui au travail humanisant, Non aux conditions indignes!
;Oui au travail dans la Liberté, Non aux travaux forcés!

Les enfants sont en effet conscients que le projet correspond à la lutte qu'ils mènent depuis de nombreuses années, au point d'en revendiquer clairement l'idée:

“ L’initiative est née de nous, on se disait que les enfants des rues avaient augmenté et aussi le chômage de nos parents, alors on se demandait qu’est-ce qu’on pouvait faire. Et on a trouvé des solutions. En plus à ce moment il y avait une grande bataille internationale où on disait que les enfants étaient exploités, qu’ils travaillaient trop d’heures, que le travail n’était pas éducatif. Nous on disait qu’on allait démontrer que le travail est éducatif, qu’on peut le faire dans de bonnes conditions. Ensuite Génération, le Manthoc et le MNNATSOP nous ont parlé de ce projet et c’est nous qui avons dit comment il fallait le faire” (Jeune travailleuse, 15 ans).

D’autres n’en croyaient pas leurs oreilles, car pour eux la municipalité représentait seulement une longue histoire de répression du travail des enfants:

“Au début on se disait: c’est quoi ça, que la Municipalité veut faire un contrat avec nous? On s’était habitué à ce qu’elle nous réprime et n’accepte pas qu’on travaille, alors ça nous faisait bizarre... Un jour Nelly nous appelle et nous dit que demain la convention va être signée, que les uniformes sont prêts, les chaussures, les casquettes, les chaussettes. Moi je lui dit: Ne mens pas. Elle me répond, il faut que tu viennes le soir voir ce qu’on fait. Moi je lui dis: c’est pas possible, tu déconnes ou quoi?... Et quand on est allés, c’était vrai, ils étaient là à trimer et nous on n’y croyait pas jusqu’au jour où on l’a vu.” (Jeune travailleuse, 16 ans)

IV. LES ACTEURS EN PRESENCE

Il s’agit de la Mairie, du Consortium, des entreprises qui ont contribué à financer les rémunérations et des jeunes eux-mêmes. On présentera ci-après les institutions du Consortium

L’Institut de Recherche et Promotion Sociale “Génération” est spécialisé dans le travail d’appui et défense des enfants de la rue depuis plus de 10 ans. Il dispose d’une maison ouverte et d’un programme scolaire adapté à cette population. Leurs études sont certifiées par le programme du Manthoc (la “Cité de Dieu”) qui dispose d’une reconnaissance légale. Il touche environ 200 enfants de la rue.

Fondé en 1976, le Manthoc est un mouvement chrétien dont la vocation est d’organiser, défendre et évangéliser les enfants travailleurs ou fils d’ouvriers. Né de la JOC, il défend une conception des enfants en tant qu’acteurs sociaux actifs, capables d’assumer un rôle protagoniste dans la transformation de leurs propres conditions de vie et de travail. Il est donc un des promoteurs de la défense du travail des enfants et de leur rôle social dans des conditions de dignité et de recul de l’exclusion. Présent dans 16 villes péruviennes, ses activités consistent en l’appui à l’organisation et la participation sociale des enfants travailleurs et la gestion de 5 Maisons d’Enfants Travailleurs où ceux-ci peuvent recevoir des services variés. Son programme scolaire alternatif est conçu en fonction des besoins particuliers et des rythmes de ces enfants.

Le MNNATSOP s’est constitué le 21 Mars 1996. Il a des relations historiques avec le Manthoc, et rassemble près de 10.000 enfants et jeunes travailleurs regroupés en 5 régions du Pérou. Il a pour objectif de défendre les enfants travailleurs, faire reconnaître leurs droits et développer une pédagogie nouvelle selon laquelle “les enfants éduquent les enfants”. Il cherche à obtenir une

protection de santé pour eux par des accords avec des hôpitaux ou centres de santé ainsi que la sécurité sociale. Il travaille actuellement pour obtenir sa propre reconnaissance légale. Sa structure nationale est composée de 16 délégués et une équipe exécutive de 5 jeunes et une “collaboratrice”.

L'IFEJANT s'occupe de formation d'animateurs, souvent issus du mouvement de jeunes lui-même qui deviennent des “collaborateurs” des enfants travailleurs, ainsi que des éducateurs ou des promoteurs. Il met en oeuvre un style alternatif d'accompagnement social et de promotion en considérant les jeunes non comme des assistés mais comme des acteurs sociaux.

V. LES ACTIVITÉS DU PROGRAMME

Couverture

Le programme a comme objectif global théorique de former 600 enfants et jeunes entre 7 et 12 ans (sur les 2000 recensés dans l'Enceinte de Lima), principalement localisés dans les avenues Abancay, Grau et berges du Río Rimac, dans le programme de formation et de mise au travail. 50% d'entre eux devraient être réinsérés dans un programme scolaire et élaborer un “projet de vie”. Tous devraient être couverts du point de vue santé, sécurité sociale, logement, alimentation, documents d'identité et services associés.

En 1998, il incorpora un groupe de 100 enfants et jeunes. Cependant avec la rotation qui s'est produite il est calculé qu'environ 150 enfants sont passés par le programme. C'est-à-dire que la moitié de ceux qui ont été recrutés et sélectionnés par les ONG l'ont quitté à un moment ou à un autre. Actuellement l'origine des enfants est le suivant: 54 viennent de la rue à travers Génération, 37 sont du MANTHOC, en particulier enfants des fabriques de briques et vendeurs ambulants et 5% sont des délégués du MNNATSOP.

Mise en marche

Après le recensement des lieux possibles de travail fut organisé, et la sélection de jeunes des deux sexes âgés de 12 et 18 ans par le Consortium, des groupes de travail furent formés à raison de 6 jeunes pour chaque animateur. Les groupes de travail organisèrent également des groupes de vie commune, pour s'occuper de leur alimentation, de leurs études, des conditions de réalisation du travail et éventuellement de leur logement dans les foyers.

Le premier lieu de travail fut le Parc des Expositions à la charge de la division des Espaces Verts de la municipalité. Les enfants reçurent une semaine de formation de jardinage et entretien qu'ils appliquèrent à cet espace. Ils rencontrèrent une certaine résistance des jardiniers municipaux, puis furent acceptés.

Les groupes au départ furent constitués de façon équilibrée entre garçons et filles. Chacun recevait l'équivalent de 100 US\$ par mois pour un travail à mi-temps, ce qui est très favorable si l'on considère que le salaire minimum des travailleurs est de 110 US\$ pour un plein temps. Ce paiement ne constitue pas une relation contractuelle avec la municipalité, car il se fait sous forme de “formation rémunérée”. L'autre demi-journée fut en effet consacrée aux études. Les enfants accédèrent en outre aux services municipaux de santé.

Dans le Parc fonctionnait un Musée et une école pour enfants de la rue. Les enfants y apprirent à organiser une pépinière, à préparer les semis, faire germer les plantes, les repiquer, les mettre en

terre, etc. Les travaux les plus lourds continuèrent à être assumés par les employés municipaux adultes.

“On ne savait pas planter, encore moins enlever les mauvaises herbes, on croyait qu’on mettait directement les graines dans la terre et non, ce sont des boutures déjà grandes qu’on sème dans des poches de terre et de mousse avec toutes les vitamines dont la plante a besoin pour grandir. Après on a appris à faire des lettres en fleurs et des décorations...” Jeune travailleuse, 16 ans.

Rapidement les jeunes purent constater le résultat de leur travail et de nouveaux espaces leurs furent assignés: la décoration de la Voie Express, le Parc Central, les pépinières de l’Université de Lima et de San Marcos, la pépinière municipale, l’EMAPE. Dans dernière entreprise furent placés le plus grand nombre d’enfants, 60 en moyenne. Mais les travaux y étaient plus exigeants:

“A l’EMAPE le travail était plus dur, il fallait bosser plus. Le travail consistait surtout à desherber et nettoyer”.

Cette entreprise versait les fonds à la municipalité et celle-ci payait les enfants.

Le principe de la rotation entre les lieux de travail s’établit. Les enfants alternèrent alors entre le travail fixe dans les différentes pépinières et les sorties pour faire les semis dans la rue.

Postérieurement de nouvelles expériences furent proposées, celle de la gestion de modules de commercialisation de plantes et l’entretien des jardins dans un centre de vacances “Huampani” dont on parlera plus loin.

Mécanismes de coordination et de suivi

L’accès au programme se fait après étude de la fiche d’identification détaillée des jeunes, quand une place se libère, un nouveau peut entrer. Il ne peut entrer que s’il est déjà en contact avec une des ONG et s’il s’engage à continuer ses études.

Chaque groupe est suivi par un technicien qui distribue le travail, le dirige et contrôle des heures effectuées. Une inspectrice ingénieur agronome circule entre les lieux de travail et en supervise les progrès. Les animateurs des ONG (les “Collaborateurs”) font un suivi individualisé des enfants, lequel demande nettement plus de temps dans le cas des enfants de la rue que dans celui des jeunes travailleurs. Selon la perception de certains d’entre eux d’ailleurs ils n’auraient été l’objet d’aucun suivi:

“Le suivi c’était pour les enfants de la rue, les animateurs passaient pour voir comment on allait. Pour ceux de la rue c’était tous les jours, on voit qu’ils s’entendent bien avec les “Collaborateurs”, ils les traitent comme des copains, parfois ils leur donnent des surnoms. Ils disent “ma vieille” à Luz. Ce n’est pas un adulte qui les accompagne, c’est un copain.”

Jeune travailleur, 14 ans.

Quand se présentent des difficultés, elles sont résolues entre l’inspectrice agronome et les enfants. Des réunions de mise en commun sont organisées pour analyser ce qui va bien et ce qu’il faut corriger. Des mécanismes de contrôle collectif sont mis en place: les enfants décident des règles à suivre, comme par exemple sur la consommation de drogue. Ceux qui n’acceptent pas ces règles se retirent du programme.

“Nous on leur dit: si tu viens travailler, tu viens sans rien. Des fois y'en a qui venaient avec la boîte dans la poche. Quand on la trouvait, on y mettait de l'eau et du sable et après ils nous engueulaient mais de toutes façons ils ne pouvaient plus fumer”. Jeune travailleuse, 16 ans.

Les objectifs de production étant collectifs, les jeunes se chargent de les faire atteindre par chacun. Parfois les critiques fusent entre eux:

“J.L. il est grossier, il s'intéresse pas, il fout rien, il est tout le temps comme ça, il est habitué. Faut bien évaluer le travail pour voir si ça avance.” (Entretien avec des Jeunes de Huamani).

“Moi j'aime pas quand je travaille et que les autres ne font rien, qu'ils n'obéissent pas. Y'a des problèmes avec ça, si j'étais le chef, je les foutrais. tous dehors, c'est des glandeurs...”

Les enfants qui n'ont aucun rendement en effet doivent partir et laisser la place à un autre, après opinion de leurs camarades recueillie par l'inspectrice municipale. Des retraits ont aussi été dûs à un découragement à cause des retards de paiement parfois de plusieurs mois. On verra pourtant plus loin que les rendements fournis par les enfants sont loins d'être négligeables.

Les garçons et les filles, les grands et les petits.

Les fonctionnaires municipaux considèrent que les groupes étaient au début assez équilibrés entre sexes, mais ce sujet n'a pas fait l'objet d'une attention particulière. Les témoignages des enfants cependant semblent indiquer une prédominance des garçons.

“J'ai commencé avec un groupe de 50, tous enfants travailleurs. Les filles on était 15 ou 20 sur le total” (jeune travailleuse, 16 ans).

“ la participation des garçons et des filles était normale. Ici il y a moins de filles, une seule. Avant j'ai travaillé seulement avec des garçons” (jeune travailleur, 18 ans)

“A l'EMAPE j'ai vu qu'on était à peu près 40 garçons et 15 filles” (jeune travailleur, 17 ans).

La tendance durant l'expérience a été à la diminution constante du nombre de filles, peut-être en raison de la nature du travail, au fur et à mesure qu'il devenait physiquement plus pesant. Il en a été de même des plus jeunes, progressivement remplacés par des plus âgés:

“Les filles, elles piochent pas, elles ramassent ce qui est à jeter” (jeune de la rue, 14 ans)

“...piocher c'est un travail dur. Parfois c'est vraiment dur, alors ça va mieux pour nous les garçons. C'est dur mais c'est mille fois mieux d'être ici que dans mon travail d'avant.” (jeune travailleur, 14 ans).

Les animateurs des ONG partagent cette appréciation: *“je vois que dans le travail de jardinage proprement dit, il y a une préférence pour les garçons de plus de 15 ans”.*

Les filles mentionnent aussi un détail pratique qui les affecte directement, dans le fait de ne pas avoir d'espace privé où se laver après les dures journées de labeur: tandis que les garçons se deshabillaient et se douchaient avec un tuyau d'arrosage à l'air libre, elles ne pouvaient en faire autant.

Les nouveaux projets: les modules de commercialisation et Huampani

Les “modules” sont 5 kiosques situés dans le centre de Lima, fournis par la municipalité et financés par les ONG. Ces kiosques sont destinés à vendre des plantes et fleurs ornementales. Chacun est administré par un jeune, qui doit se rémunérer du produit de ses ventes. Actuellement le système est à l’essai et les kiosques ne sont pas encore rentables. L’innovation consiste en l’apprentissage de la gestion des stocks, achats et ventes, commandes, lignes de produits favorables ou non.

Huampani est un Centre de Vacances du Ministère de l’Education. En avril 99 le projet s’est étendu pour un an à ce centre qui reçoit 10 jeunes (9 garçons et 1 fille) pour aménager ses jardins et espaces verts. Le MNNATSOP avaient réalisé des rencontres dans ce lieu et de là était née une relation d’amitié entre le directeur et le mouvement. Furent sélectionnés des jeunes de Jardineritos et quelques autres venus d’une fabrique de briques.

Les conditions de travail furent négociées à partir de l’amélioration de l’expérience avec la municipalité: les paiements sont ponctuels, les heures non travaillées peuvent se rattraper plutôt qu’être déduites du salaire. Un repas et un vêtement sont fournis, le travail est considéré comme moins dur physiquement et moins monotone car il existe une rotation entre les différents postes et activités. La relation avec les travailleurs adultes rencontra au début la même résistance qu’avec ceux de la municipalité. Une de leurs réclamations se rapportait au fait que les enfants touchaient presque le même salaire qu’eux, pour un travail à mi-temps. Ils craignaient par ailleurs d’être remplacés. Des comparaisons équitables furent établies, créant une ambiance détendue et solidaire. La productivité des enfants étant excellente, (égale ou même supérieure aux adultes) ils gagnèrent peu à peu le respect et une bonne communication avec les ouvriers, devenus leurs instructeurs.

“Entre les adultes on entend maintenant: hé, toi! les enfants sont en train de te gagner, faut en mettre un coup” (Directeur de Huampani)

Le caractère joyeux, joueur et créatif des enfants est de plus une source de bonnes surprises:

“Je faisais ma tournée et j’ai vu un jeune qui avait un comportement très ludique, c’était un gamin qui taillait un bout de bois. J’ai pensé qu’il se faisait un lance-pierre puis j’ai vu qu’il taillait de petits piquets, pour encorder une jardinière qui était en danger d’être piétinée par les passants” (Directeur de Huampani).

Ces commentaires positifs, partagés par les clients du centre de vacances, ont contribué à renforcer la reconnaissance obtenue par les enfants. La première étape de travail ayant été satisfaisante, une deuxième est en cours.

VI. RESULTATS ET DIFFICULTÉS

Jardineritos est un projet qui reçoit des appréciations généralement très positives, tant de la part des signataires de la convention, que des enfants eux-mêmes et de l’opinion publique.

Il n’est pourtant pas exempt de difficultés de fonctionnement. Nous mentionnerons ci-après celles qui se sont présentées dans la première année et quelques mois de mise en oeuvre, avant d’analyser l’impact que le projet a sur les enfants eux-mêmes.

Certaines difficultés sont d'ordre pratique:

les outils et matériaux (plantes, sacs, terre) ne parvenaient pas toujours à temps sur les lieux de travail. Les enfants restaient les bras croisés et se décourageaient. Des retards de paiement se sont présentés, ce qui réanimait leur méfiance originelle. Sur certains chantiers ils furent accusés de vol, alors que selon eux, c'était les ouvriers municipaux qui emportaient les outils manquant. Sur certains chantiers le travail tendait à devenir plus difficile et moins varié.

D'autres sont d'ordre structurel et doivent être résolues pour assurer la viabilité à long terme du projet. Les formations techniques promises au-delà des premières semaines pratiques n'ont pas toujours été réalisées.

La stabilité du projet peut être remise en cause par le Maire suivant, à cause d'une application parfois informelle de la Convention et parce que le projet ayant été la vitrine d'un candidat élu, il peut ne plus être considéré comme payant électoralement par le suivant. Les financements pour la rémunération des enfants étant d'origine privé, ils ne sont pas assurés à long terme.

Le suivi social assuré par les ONG est assez exigeant. Certains fonctionnaires le trouvent insuffisant. Il représente en tous cas une surcharge pour laquelle les ONG n'ont pas forcément des ressources supplémentaires. Celles-ci de plus ont des orientations variées, en fonction du fait que leur expérience et leur centre d'intérêt principal est pour les enfants de la rue ou pour les enfants travailleurs. Ces différences ont des conséquences dans un style d'intervention plus ou moins permissif, une opinion différente sur la relation à promouvoir avec les normes de de travail, sur le niveau d'exigence qu'un tel projet doit avoir pour les enfants, sur leur conception de la resocialisation, etc.

Le poids même de l'opinion publique sur les décisions municipales peut être également une arme de double tranchant, certains considérant que la municipalité ne peut financer les "vices" des enfants de la rue, d'autres s'opposant directement au principe même du travail des enfants, d'autres au contraire étant sensibilisés de façon positive.

VII. IMPACT EN TERMES DE TRANSFORMATION DE LA VIE DES ENFANTS ET JEUNES.

On décrira cet impact au moyen de plusieurs sources d'information: à partir d'un sondage fait auprès de 29 jeunes et à partir d'entretiens avec d'autres enfants et des institutions.

Huit indicateurs ont été retenus:

Changement d'activité des enfants et jeunes:

Les enfants enquêtés dépendaient pour un tiers de la vente ambulante de bonbons et friandises, les autres activités signalées étaient les suivantes: garder les voitures, porter des paquets sur les marchés ou fabriquer des briques artisanales.

Les témoignages soulignent combien s'est allégée leur charge de travail dans ce programme et surtout combien a changé leur relation avec la municipalité:

“avant on souffrait des repréailles de la municipalité, on nous enlevait nos marchandises pour les jeter, on nous maltraitait. Maintenant non (...) Pour agresser ma mère, la première chose à qui ils s'en prenaient, ceux de la municipalité, c'était aux enfants des dirigeants (des vendeurs ambulants), ils nous prenaient parce qu'on était ses enfants et qu'elle était batailleuse. Ils m'ont

même abîmé la jambe et une autre fois ils ont lancé une grenade lacrymogène et... puis elle m'est tombée dans les yeux..."

Pour certaines ONG, le changement radical d'activité des enfants n'est pas forcément un but en soi, car dans l'état actuel des choses ils ne peuvent dépendre complètement du programme, étant donné que celui-ci n'est pas encore garanti comme un processus à long terme:

"les enfants continuent d'une façon ou d'une autre dans l'activité où ils ont toujours été, personne n'a abandonné à 100% ou définitivement ce qu'il faisait dans la rue. Ça peut être pour plein de raisons: parce que les salaires n'arrivent pas à temps, parce qu'ils craignent pour la continuité du programme, ou autre." (Collaboratrice du MNNATSOP)

Dans le cas de certaines filles qui se prostituaient on observe aussi une continuation, pour d'autres raisons:

"Elles le disaient comme ça, il y en a beaucoup qui n'ont pas arrêté de se prostituer, et ça nous faisait mal, on ne savait pas comment les aider, même quand elles étaient aux "Petits Jardiniers"', elles continuaient. La prostitution est plus clandestine que la drogue, alors on ne peut pas les empêcher. Elles disaient que l'argent de "Jardineritos" c'était pour leur mère et celui de la prostitution, c'était pour elles." (Jeune travailleuse, 16 ans).

Durée des enfants dans le programme.

Comme on l'a dit la rotation des participants a fait que les 100 postes créés ont été occupés par environ 150 enfants durant l'année de mise en oeuvre. Certains sont partis de leur plein gré, quand ils n'acceptaient pas les normes ou le rythme du travail, d'autres en raison de fautes commises, d'autres pour les retards de paiement. Les départs ont concerné davantage les enfants de la rue que les enfants travailleurs, mais peu à peu ils ont diminué pour arriver à une relative stabilité. En mai 1999, environ 80% des enfants enquêtés avaient un an et plus d'ancienneté.

Formation reçue.

Les jeunes et les enfants reçurent une formation pratique et courte (généralement de 15 jours), orientée surtout à remplir leur contrat, c'est-à-dire à semer, desherber, planter. Interrogés de façon générale, peu d'entre eux se rappellent les thèmes traités dans les séances formelles. Mais ils sont conscients d'avoir appris des techniques de jardinage tout au long de l'expérience:

"Dans ce travail, j'aime apprendre les noms de chaque plante, les soins de chacune, quand il faut l'arroser, quels engrais lui mettre, comment préparer la terre, il y a toujours quelque chose à apprendre".

Les attentes concernant une formation plus large, moins fonctionnelle, ne furent pas satisfaites. Il faut souligner cependant que les jeunes continuèrent également leur scolarité sur leur autre mi-temps.

Evolution de l'image sociale des enfants.

Une partie des enfants sont conscients qu'ils avaient une image sociale négative avant d'entrer dans le programme. Ils pensent que leur image s'est considérablement améliorée tout au long du déroulement du programme.

“Les petits jardiniers” étant devenus d’une certaine façon une vitrine de la municipalité, cette publicité elle dépend alors de l’image même du Maire. Selon des techniciens de la municipalité, certains media ont attaqué le programme, en prétendant que les enfants n’étaient pas réhabilités mais simplement recevaient de l’argent pour le dépenser en drogue et dépenses nocives. Les ennemis politiques du maire devenaient ainsi ennemis du programme, en cherchant les défauts pour les dénoncer, sans tenir compte de la complexité des processus et du temps nécessaire pour obtenir des transformations durables.

“La durabilité du programme dépend en grande partie de l’opinion publique” reconnaissent des fonctionnaires, car les fonds pour payer les enfants dépendent de dons privés et parce ce que la convention peut être remise en cause lors du changement du maire. Certains d’entre eux ainsi que les ONG souhaiteraient davantage de garanties de continuation, par un ancrage plus structurel que le fait de le lier à une campagne pour l’amélioration de l’image du centre-ville ou de promotion du tourisme. Ils pensent qu’il faudrait des ressources du budget national (par exemple pour financer des places de dortoirs dans les foyers), corriger les improvisations, améliorer la formation technique des enfants, la disponibilité de fournitures, des salaires et un appui plus consistant au plus haut niveau.

Du point de vue de l’auto-image des enfants on constate de grandes améliorations:

“ Avec toutes les plantes que nous avons semées, on a décoré tout le centre de Lima. Quand on passait devant, avec les copains, on disait: “oh la la, c’est nous qui avons fait tout ça, hou! C’était bien, on a bien travaillé, au moins c’était pour quelque chose!” (Jeunes travailleuse, 16 ans).

Ils se sentent fiers d’avoir participé, de n’être pas de simples exécutants et aussi mettent en valeur leurs propres changements:

“maintenant je me sens fier de pouvoir dire “mon travail”. (jeune de la rue, 18 ans).

Le fait de gagner de l’argent et d’apporter quelque chose de concret à l’économie familiale, les valorise tant à leurs propres yeux comme à ceux de leur famille, car ils se sentent de nouveau utiles.

Transformations de leur style de vie:

Comme on l’a vu tous les enfants n’ont pas changé radicalement et définitivement de travail, mais bien d’autres aspects de leur vie ont changé. Les enfants travailleurs travaillent nettement moins, ils ont le temps d’étudier, ont de meilleurs revenus. Les enfants de la rue établissent un rythme nouveau de vie, sacandé par des temps fixes de travail et d’étude, ils apprennent à se discipliner, encourent beaucoup moins de risques et retournent chez eux plus fréquemment.

“Avant, ils ne voulaient pas retourner voir leur mère, parce qu’ils pensaient, comment ma mère va me voir dans cet état, mais maintenant ils commencent à retourner à la maison, ils apportent quelque chose, du sucre ou autre chose. Tous les dimanches, à coup sûr on les trouve chez eux..” Jeune travailleuse.

Si la consommation de drogue n’a pas disparu, elle a fortement diminué. Ceux qui continuent ne le font plus aussi ostensiblement, les deux groupes, jeunes travailleurs et jeunes de la rue, discutent souvent le sujet. La pratique du vol aussi a diminué.

Apprentissages et valeurs acquises:

Les enfants soulignent surtout l'apprentissage du travail et sa valorisation, puis celui de de la responsabilité et de la solidarité. Leur travail étant reconnu, ils se sentent eux-même valorisés. On obtient ainsi une illustration intéressante de la thèse des défenseurs du travail des enfants, dans des conditions dignes et respectueuses de leurs besoins.

Dans l'enquête les jeunes travailleurs ne font pas mention explicite de l'acquisition de nouvelles capacités relatives à la conduction de leur organisation (par exemple le fait d'avoir appris à tenir des réunions, prendre des décisions, faire les compte-rendus), ce qui demeure pour les ONG un objectif à atteindre à plus long terme. Certains cependant ont commencé à occuper des responsabilités nouvelles dans leur organisation: trésorier, délégué local et national .

Identification des services reçus.

Les jeunes signalent essentiellement les services de santé: consultations médicales, participation à de programmes de santé préventive, qu'ils valorisent énormément. Ils ne mentionnent pas spontanément le retour à l'école, comme si cela était évident.

Certains soulignent le bénéfice de l'alimentation, mais ils l'auraient souhaitée plus complète, car ils sont souvent obligés de commencer leurs journées à jeun.

Relations entre enfants de la rue et jeunes travailleurs.

Etant un des aspects innovateurs du programme, il était beaucoup attendu de l'établissement de ce lien, qui effectivement fut très productif.

De côté des jeunes travailleurs, ce fut le contact avec un monde qu'ils craignaient et méprisaient. Ils découvrirent des amis *“qui sentaient et qui pensaient”*.

Les choses ne furent pas faciles au début et les différences, quant à la discipline, l'usage de la drogue, l'agressivité, les relations entre garçons et filles, étaient évidentes. Mais une amitié naquit qui eut un effet d'entraînement et d'apaisement sur les enfants de la rue. *“Les jeunes de la rue se disputaient, parce qu'ils avaient leur copine et quand ils venaient parler avec nous, les copines se mettaient en rogne et il y avait des bagarres. Il y en a eu qui sortaient entre différents groupes et alors ça a mal tourné, mais après ça s'est calmé parce que nous on leur parlait et on leur disait qu'on était copains et ils ont compris.”* (Jeune travailleuse, 16 ans).

Les jeunes travailleurs soulignent même que les apprentissages allaient dans les deux sens, une ambiance de camaraderie s'étant établie et les conseils devenant mutuels: les jeunes de la rue prévenaient leurs camarades contre le fait de tomber dans la délinquance. Dans l'expérience de Huampani, les adultes également furent positivement impressionnés par la solidarité et l'entente entre les deux groupes.

VIII. IMPACT EN TERMES DE DÉVELOPEMENT DURABLE ET CONCLUSIONS:

Le programme des Petits Jardiniers est innovant à de nombreux titres, parce qu'il parvient à articuler de nombreuses dimensions du développement social et environnemental urbain, comme le dit une fonctionnaire municipale:

“ avant on travaillait avec une vision d'assistantat. Maintenant on aborde cette problématique difficile de façon intégrale, on a une approche nouvelle de promotion des enfants” .

On relèvera de multiples aspects positifs:

L'option pour la reconnaissance du travail des enfants au lieu de sa répression, permet de lui définir un cadre: un travail à mi-temps, protégé et encadré dans un domaine valorisant, visible du grand public, transformant à la fois la relation des enfants avec leur espace de vie (la rue) et la relation des usagers de l'espace public avec les habitants des rues.

Une formation technico-pratique, facilement assimilable, sur un sujet sensible touchant l'environnement urbain: le pari de faire du centre de Lima une ville verte et fleurie alors qu'elle se situe dans un environnement naturel aride. Il n'a pas été fait cependant de mesure exacte de l'impact sur la sécurité et le tourisme du centre-ville.

La continuation de la scolarité des enfants et la prestation de services complémentaires, suivi social, santé et logement..

Le rétablissement ou renforcement de relations familiales, la création de nouvelles relations avec des adultes dans le cadre du travail, obtenant un respect mutuel.

Un produit de ce travail visible et valorisant, aux yeux de l'opinion publique, des entreprises maitres d'oeuvre et des enfants eux-mêmes: des espaces publics entretenus, soignés et embellis. .

Une productivité des enfants démontrée, qui les valorise auprès de leurs employeurs.

Une transformation importante de leurs conditions de vie, à différents niveaux, même s'il existe des critiques sur le fait que certains n'ont pas suspendu l'usage de la drogue ou la pratique de la prostitution.

Une valorisation du travail par les enfants des rues et une amélioration sensible des conditions de travail pour les jeunes travailleurs, grâce à une sécurité et une régularité des revenus.

Une rencontre stimulante et articulatrice entre deux types de population habituellement opposés dans les analyses et dans la vie réelle.

Une structuration de leurs rythmes de vie, entre le temps régulièrement consacré aux études et le temps de travail.

Un partenariat nouveau entre municipalité, ONG et entreprises privées.

Une avancée significative du niveau d'organisation des jeunes travailleurs.

Mais on ne saurait oublier que passée l'euphorie de la première année, le programme doit s'assurer de certaines conditions pour ne pas devenir un projet éphémère et électoraliste.

Il ne saurait perdre son caractère éducatif pour devenir productiviste, routinier ou se transformer en mécanisme d'obtention de main d'oeuvre bon marché, qui pourrait remplacer les jardiniers municipaux. La tendance à la routine et au durcissement des tâches, qui a pour effet une sélection des garçons plus âgés, plus aptes au travail physique, semblerait indiquer ce risque de dérapage.

A ce sujet on peut citer deux passages d'un témoignage illustratif, qui contient les éléments de ce paradoxe:

“les résultats sont excellents: une plante semée par un enfant reverdit, car la température de ses mains est inférieure à celle d'un adulte. Les enfants ont un rendement égal à une journée de 8 heures, parce qu'ils travaillent avec énergie et vitalité”, dit l'inspectrice municipale, qui ajoute plus loin: *“les jeunes travailleurs ont tendance à jouer, ils ont besoin de s'amuser, ce ne sont pas des ouvriers, ce sont des enfants.”*

Le programme doit par ailleurs établir des mécanismes durables de financement et d'institutionnalisation pour atteindre une couverture supérieure à 100 enfants sur 2000, ce qui l'obligera à trouver des ressources nettement supérieures pour assurer le fonctionnement des différentes composantes productives et sociales, en particulier le suivi. Il lui faudra aussi diversifier les partenaires, chercher d'autres “emplois verts” comme activités possibles pour des enfants et implanter un processus de formation continue.

La durabilité s'atteindra aussi quand des filières seront établies entre cette forme d'apprentissage manuel et des débouchés de travail pour les plus grands. Certains employeurs y pensent, comme le directeur du centre Huampani, existent aussi les propositions des ONG, par exemple les kiosques autogérés. C'est surtout l'espoir secret des enfants et jeunes vers une réinsertion durable. Il faut espérer qu'ils ne seront pas déçus.

Note bibliographique:

-DESCO. "POLÍTICAS SOCIALES DE SALUD E INFANCIA"

-IFEJANT "NIÑOS TRABAJADORES, PROTAGONISMO Y ACTORIA SOCIAL"

-NATs "Revista Internacional desde los niños y adolescentes trabajadores"